



**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE
LE DÉPARTEMENT DE LA DRÔME
ET
LA FÉDÉRATION DES ŒUVRES LAÏQUES DE LA DRÔME
2020 - 2021**

Entre

Le Département de la Drôme, Collectivité Territoriale régie par le Code Général des Collectivités Territoriales, représenté par le Président du Conseil Départemental, dûment habilité, sur la base de l'arrêté de la présidente pris en vertu de l'ordonnance n° 2020-391

Ci-après dénommé « le Département »
d'une part,

ET

La Fédération des Œuvres Laïques, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Valence

Représenté par son Président, Jacques Malsert, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil d'Administration du 10 mars 2020

Ci-après dénommée « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'Association dans le champ de l'éducation populaire et de la jeunesse.

Considérant l'article 104 de la loi n° 2015-911 du 7 août 2015 relative aux compétences partagées des collectivités territoriales, notamment « Les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire ».

Considérant le rapport adopté par la Commission Permanente du 30 mars 2020.

Considérant que le projet ci-après présenté par l'Association participe à cette politique.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le projet défini à l'article 2 de la présente convention.

Le Département contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour 2 années 2020 et 2021.

Article 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2020, le Département contribue financièrement pour un montant de **106 000 €** conformément aux actions présentées en annexe II à la présente convention.

Le montant se répartit comme suit :

- 88 000 €, provenant du pôle jeunesse, au titre du fonctionnement, des actions d'éducation à l'image, des actions hip-hop ainsi que la valorisation de la vie associative au travers de son centre de ressources et d'animations.
Un acompte de 44 000 € sera versé dans le courant du premier semestre de l'année civile. Le solde sera versé à la fin de l'année civile au regard des éléments de bilan transmis aux services départementaux.
- 10 000 €, au titre des événements départementaux, pour la mise en place du Festival « Danse au Fil d'Avril » et plus particulièrement pour la mise en valeur des compagnies locales, cette somme sera versée à l'issue de la manifestation au regard des éléments transmis aux services départementaux.
- 8 000 €, provenant du service développement culturel pour le développement d'actions d'éducation artistique et culturelle et notamment de Môm'Danse. Cette action sera valorisée au sein du guide des actions éducatives proposées par le Département aux collèges publics et privés du Département. Cette subvention sera versée en fin d'année civile sur présentation d'un bilan financier et opérationnel de l'action subventionnée.

Sous réserve de l'inscription des crédits au budget de l'exercice en cours, le Département s'engage à renouveler son soutien en 2021 en fonction de l'évaluation prévue en annexe et sous réserve de l'inscription annuelle des crédits et de leur affectation.

Article 4 – Engagements de l'association :

Ce financement est attribué dans le cadre de la politique jeunesse du Département qui s'articule autour de 3 axes principaux :

- Cohérence territoriale des actions menées en matière de jeunesse
- Autonomie, engagement et participation des jeunes
- Education aux médias et au numérique

A ce titre le Département finance les territoires et les associations départementales, développe des actions éducatives de sensibilisation au numérique, a mis en place, en concertation avec différents partenaires bi-départementaux un portail d'information jeunesse et développe des actions visant à recueillir la parole des jeunes avec notamment la mise en place en 2016 d'un Conseil Départemental des Jeunes.

La fédération s'engage, sur la durée de la convention, à développer les échanges et la transversalité entre les autres fédérations d'éducation populaire financées par le Département notamment en

- Proposant une offre concertée de formations, qu'elles soient à destination des bénévoles ou des professionnels de la jeunesse,
- Veillant à la cohérence territoriale,

- Travaillant à un partage pertinent des ressources (mallettes pédagogiques, expositions et autres thématiques...)

Par ailleurs, la fédération s'engage à faire connaître et à diffuser les informations liées aux actions et aux dispositifs départementaux auprès de ses adhérents
Enfin, la fédération s'engage à réaliser les actions définies en annexes.

Article 5 – JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa N° 15059)
- Les états financiers : les comptes annuels et le bilan et/ou le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel
- Le rapport d'activité

Article 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'association informe sans délai le Département de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé réception.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le nom et le logo du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

Article 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association, sans l'accord écrit du Département, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen, des justificatifs présentés par l'Association et après avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 02 mai 1938.

Le Département informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 8 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives de dépenses et tous les autres

documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret – loi du 02 mai 1938.

Le Département contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43 – IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 9 – RENOUELEMENT ET EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes, et à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association des conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en annexe II.

Article 10 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification fait l'objet d'une lettre recommandée avec accusé réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – ANNEXES

Les annexes I et II font partie de la présente convention.

Article 12 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être réalisée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourra faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 13 – RECOURS

En cas de litiges ou pour tout différend éventuel sur l'interprétation et/ou l'exécution des dispositions de la présente convention, les parties mettront tout en œuvre pour trouver une solution amiable. En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble

Fait à Valence, en deux exemplaires originaux,

Pour l'Association
Le Président

Pour le Département,
La Présidente du Conseil Départemental

Jacques MALSERT

Marie-Pierre MOUTON

ANNEXE 1

Le projet et le financement

1- les missions d'intérêt général,

Vie et animation des associations affiliées et centre de ressources de la vie associative

Le mouvement associatif est devenu un acteur fondamental de développement, d'innovation et de cohésion de la société, ainsi qu'un secteur important de la vie publique grâce aux engagements libres et volontaires qu'il suscite. La FOL Drôme en tant que fédération est présente auprès des associations et met au service de leurs bénévoles des moyens humains et techniques afin de mettre en œuvre leurs projets et les faire connaître.

Le centre de ressources à la vie associative est un outil au service des associations drômoises : accueillir, valoriser et développer les associations, monter et accompagner leur projet politique, former les bénévoles. Ces axes prioritaires contribuent à l'apprentissage et au développement de la citoyenneté.

Ses missions prioritaires :

- Information et orientation des bénévoles
- Conseil (gestion, statuts, engagements bénévoles)
- Formation de base (juridique, comptable, financière...)
- Soutien aux projets associatifs dont les juniors associations

Ses actions :

- Temps de formation pour les bénévoles ou les salariés
- Conseils aux bénévoles assurant la fonction d'employeur
- Mise à disposition d'expositions
- Relais dispositif service civique
- Assurance APAC
- Junior Association

Le soutien du Département pour ces missions d'intérêt général s'élève à 50 000 €.

2- les actions spécifiques d'éducation artistique et culturelle, soit :

- 2.1 Écran mobile et éducation à l'image

La FOL 26 anime un réseau associatif de cinéma itinérant en milieu rural, agréé par le Centre National du Cinéma et classé « art et essai » pour le jeune public : L'Ecran Mobile. Elle organise avec ses bénévoles des séances de cinéma toute l'année sur une vingtaine de communes, sur la base d'une programmation mensuelle, et chaque semaine en été pour un projet plus spécifique d'animation du territoire en zone touristique.

La FOL 26 conduira un ensemble d'actions, pour, d'une part, développer un éveil cinématographique dans des territoires isolés, et d'autre part toucher de nouveaux publics :

- à destination du grand public : développement des soirées débats et rencontres avec des professionnels du cinéma, lors des séances de projection.
- à destination des bénévoles relais, sur les points de projection : éducation à l'image, participation aux séances de visionnage du réseau les Ecrans,...
- à destination du jeune public :
 - Programmation hebdomadaire spécifique hors scolaire et proposition de projets parents-enfants.
 - Développement du réseau ciné-jeune, projet culturel où les jeunes organisent avec des bénévoles et/ou animateurs, des séances de cinéma mensuelle sur leur commune.

- Sensibilisation à l'éducation à l'image dans les établissements scolaires pour le cycle 3 avec des projections de films et des dossiers pédagogiques.
- plusieurs ateliers d'éducation à l'image, conduits par des professionnels, destinés aux jeunes (10-16 ans),
- prestataire pour l'opération départementale « Collège au cinéma » avec le collège de La Chapelle en Vercors et de St Jean en Royans.

Afin de mener à bien ces actions, la FOL 26, à travers son circuit de cinéma itinérant, s'attachera à développer les partenariats avec les acteurs culturels éducatifs et sociaux présents sur les territoires des lieux de projection. Une attention particulière sera portée aux communautés de communes signataires d'une Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle et d'une convention jeunesse.

Les partenariats avec les acteurs de l'éducation à l'image présents sur le département de la Drôme seront poursuivis.

Le soutien du Département s'élève à 34 000 €.

- 2.2 Actions dans le cadre de Môm'Danse

La Fédération accompagne les réalisations des projets danse au sein des établissements scolaires et plus particulièrement au collège, met en place des dispositifs d'aide à la formation des enseignants. Elle inscrit ces actions en partenariat avec l'Inspection Académique de la Drôme (DASEN), le Rectorat de Grenoble et la DRAC

Le soutien du Département s'élève à 8 000 €.

3- l'animation et la programmation de :

- 3.1 Festival danse au fil d'avril

Il est un point fort de l'action danse. Il permet une riche programmation de danse dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche grâce aux partenariats avec les théâtres et les structures socioculturelles.

-irrigation des territoires des deux départements et mise en un réseau des programmeurs, des lieux, des structures socio-culturelles, des associations, des professeurs de danse....

- sensibilisation des publics (école du spectateur) par des programmations jeune-public et tout public, des actions artistiques et culturelles comme les apéros-danse, des spectacles de rue, des formations, stages, conférences dansées, mercredis chorégraphiques etc....

La Fédération participe globalement au développement de la danse partagée sur l'ensemble du territoire, met en valeur la pratique amateur et plus particulièrement les danses tous styles en intérieur et en extérieur (fol choré, bal populaire,...) avec la mise en place d'activités artistiques par et pour les jeunes sous forme de plateaux amateurs, d'ateliers, de master-class, de rencontres avec des professionnels en lien avec les cours de danse, les associations de danse et structures socio-culturelles drômoises

Le soutien du Département s'élève à 10 000 €.

- 3.2 Collectif Hip Hop

-Mise en réseau des structures socio-culturelles sous forme d'un collectif bi-départemental avec un comité de pilotage

-Formation des animateurs et rencontre avec les artistes, accompagnement vers la professionnalisation des intervenants-animateurs.

-Echange d'expérience, repérage des groupes et mise en place de projets avec les jeunes et d'autres structures : ateliers, rencontre, spectacle....

- co-organisation collectif Hip-hop et le Train-Théâtre
- mise en place du « groupe Jury », réalisation de grille d'évaluation, école et formation du spectateur
- diffusion et promotion des groupes de jeunes en première partie de compagnies professionnelles dans Danse au Fil d'Avril et autres événements avec des conditions techniques exigeantes : (Implication des jeunes en son, lumières, décors).

Le soutien du Département s'élève à 4 000 €.

ANNEXE 2

L'évaluation porte sur l'activité de l'association et sur le travail partenarial.

Une commission composée au minimum d'un technicien de la Drôme, des professionnels intervenant auprès de l'association pour la mise en œuvre des actions évaluées, et d'un élu de l'association est constituée et se réunira le mois suivant la remise du bilan des actions engagées sur l'année écoulée, pour effectuer son évaluation. La commission pourra :

- soit proposer de valider le bilan,
- soit juger le bilan des activités de l'Union insuffisant et devra, estimer la quotité non exécutée,
- proposer le montant de la subvention à restituer,

Indicateurs proposés :

- De **résultat** (évaluation de l'activité de l'association) : grille d'évaluation basée sur le programme d'actions prévisionnel transmis en ANNEXE I.

Méthode : à partir des rapports d'activités et des contacts avec l'association.

- D'**impact** : les conséquences du partenariat, les chantiers créés en commun.
Deux niveaux interrogés :

- o Niveau local
- o Niveau départemental

- De **réalisation** (qualitative et quantitative) : fonctionnement de la convention, ces indicateurs questionnent la manière dont les actions sont menées ("le comment").

Résultats attendus / Critères d'évaluation – 2020 :

Une évaluation à mi-année (juillet) est demandée afin de réajuster si nécessaire le contenu des actions au regard des attendus de la collectivité.

1. Vie et animation des associations affiliées et centre de ressource de la vie associative

- Implication des jeunes dans les associations,
- qualité de l'engagement des adhérents
- accompagnement et formation des bénévoles (renouvellement)

2. Les actions d'éducation artistique et culturelle :

2.1 Ecran mobile :

Actions : Nbre de public, âge et origine, identification de l'intervenant professionnel, nbre d'heures et descriptif de l'action

Partenariat : listes des acteurs impliqués et modalités du partenariat

2.2 Actions dans le cadre de Môm'Danse : nombre de classe de collégiens impliqués sur le projet, qualité des restitutions, couverture du territoire

3. animation et programmation

3.1. Danse au fil d'avril : En amont et en aval du festival dynamique de construction de projet danse au-delà de l'évènement festival ; appui sur les forces vives locales, les talents locaux, les associations : lien social et animation de territoire.

3.2. Collectif Hip hop : analyse des publics, lieux de présence, qualité de la coordination